

française; Art. 1<sup>er</sup>, Etat A, Chap. 100 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le personnel (Ses observations sur le conflit avec Radio-Andorre)* [21 juillet 1949] (p. 4926, 4727, 4932, 4933, 4934); — d'une proposition de loi portant revalorisation de la retraite du combattant (*Motion préjudicielle de M. Devemy*) [8 décembre 1949] (p. 6692); — des interpellations sur les événements de Dachau (*Ses explications de vote sur les ordres du jour de MM. Serre et Lambert*) [13 décembre 1949] (p. 6811); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 2 : *Son amendement tendant à augmenter de 2 milliards les crédits pour les victimes de guerre* [26 décembre 1949] (p. 7264, 7265); *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits des anciens combattants et victimes de la guerre* (p. 7273); *le retire* (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; RECONSTRUCTION ET URBANISME : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 juin 1950] (p. 4739); ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Demande de renvoi à la Commission présentée par M. Aubry* [21 juin 1950] (p. 5110); Chap. 701 : *Amendement de M. Serre tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les allocations provisoires d'attente (Présomption d'origine de maladie accordée aux anciens déportés)* [24 juillet 1950] (p. 5876). — Dépose une demande d'interpellation sur la situation générale de l'habitat [22 juin 1950] (p. 5150); — Prend part à la discussion : du projet de loi portant majoration du pourcentage des crédits de fonctionnement pour 1950; Article unique : *Amendement de M. Lejeune tendant à débloquer les crédits pour la construction de logements militaires* [29 juin 1950] (p. 5281); — du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des anciens combattants et victimes de la guerre : *Discussion générale* [21 juillet 1950] (p. 5719, 5720, 5722, 5723, 5724); *Sa motion demandant le renvoi du budget des Anciens combattants à la Commission des finances* (p. 5725, 5726, 5727); — de la proposition de loi relative au statut des déportés du travail, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Lambert tendant à reprendre le texte du Conseil de la République supprimant le mot « déportation »* [3 août 1950] (p. 6552, 6553, 6554), [4 août

1950] (p. 6742, 6743); — de la proposition de loi relative au statut des réfractaires, amendée par le Conseil de la République : *Urgence* [3 août 1950] (p. 6554); — du projet de loi portant prolongation de la durée du service militaire actif; Art. 3 : *Son amendement tendant à faire suivre aux ajournés et sursitaires le sort de leur classe d'âge* [27 octobre 1950] (p. 7327); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Contre-projet de M. Deshors tendant à élargir le champ d'application de la loi* [9 novembre 1950] (p. 7568). — Dépose une demande d'interpellation sur les majorations des pensions des victimes de guerre [3 avril 1951] (p. 2596). — S'excuse de son absence [27 janvier 1950] (p. 595). — Obtient un congé [27 janvier 1950] (p. 595).

**FOUYET (M. Emmanuel)**, Député du Finistère.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300). — Est nommé juré à la Haute-Cour de justice (Loi du 27 décembre 1945) [15 juillet 1947] (p. 3016).

#### Dépôt :

Le 17 février 1949, une proposition de loi étendant le bénéfice de la loi du 20 février 1931 aux commis et agents techniques de la marine retraités entre le 1<sup>er</sup> avril 1923 et le 22 février 1931, période révisée par ladite loi, n° 6485.

#### Interventions :

Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour de la séance (*Crédits nécessaires à la ville de Brest après les derniers événements*) [7 août 1947] (p. 4030). — Prend part à la discussion des interpellations sur les événements de Brest : *Discussion générale* [27 avril 1950] (p. 3016, 3017).